

que toute autre partie du Canada, sauf la péninsule de Niagara. Mais toutes les prévisions qui ont été faites se réalisent, et, pour cette raison, l'argent dépensé pour le développement du Nord, soit dans la direction de la baie d'Hudson ou dans d'autres régions, est employé de manière à assurer à l'avenir, le développement des ressources du Canada. Le ministre des Chemins de fer et des Canaux, l'honorable M. Cochrane, que nous connaissons tous comme un homme sérieux, un homme pratique, doué d'un jugement sain, m'a dit qu'il était très satisfait de son voyage dans la région du Nord et qu'il croyait que nous allions faire des affaires dans cette région-là. En tout cas, il se croyait justifiable, comme ministre des Chemins de fer, de dépenser beaucoup d'argent pour développer ce commerce-là. Je remarque aussi que le Gouvernement du jour, sans aucune malice ou sans aucun sentiment de vengeance contre toute autre assemblée appelée à s'occuper de la législation du pays, a présenté de nouveau le bill pourvoyant à l'emploi d'argent pour l'amélioration des routes publiques. Je crois que cette Chambre-ci l'accueillera de meilleure grâce qu'à la dernière session. Une erreur a été commise par une grande majorité de sénateurs qui doivent maintenant comprendre qu'ils se sont trompés. Ils ont compris que le Gouvernement allait exercer un certain contrôle sur l'emploi de cet argent, une influence extraordinaire sur le corps électoral des différentes provinces, s'il lui était permis de dépenser ou de diriger la dépense de certaines sommes d'argent sur les grandes routes du Canada.

Le proposeur de cette adresse a dit que les routes publiques sont les principaux éléments nécessaires aux transports. Qu'il me soit permis de dire que les routes publiques offrent les principaux moyens de transport, parce que vingt milles de mauvais chemin pour le transport du grain coûteront plus au cultivateur que le prix du camionnage de sa gare au bord de l'eau, à Port-Arthur ou à Fort-William. La différence entre un bon chemin et un mauvais chemin est très importante dans l'Ouest, et, lorsque nous considérons que si nous employons tout l'argent dont nous pourrions disposer pour la construction des

chemins de fer, nous ne pourrions pas les construire assez vite et les outiller, même en employant tous les hommes disponibles, pour développer les ressources naturelles de la région où l'on emploie aujourd'hui les charrues à vapeur, les engins à traction en nombre tellement considérable qu'on n'aurait pu même l'imaginer il y a cinq ou six ans. Je dis que la question des routes publiques devient importante, beaucoup plus importante que jamais elle ne l'a été au Canada, et le Gouvernement du jour, quelle que soit sa couleur, mérite d'être félicité de toutes manières par cette Chambre et les gouvernements provinciaux pour les efforts qu'il fait pour aider à la province du Canada. Nous abordons maintenant la question de l'industrie agricole coopérative. Notre Gouvernement dépense de l'argent. Il l'offre aux différentes provinces, virtuellement de la même manière qu'il l'offre en vertu du bill relatif aux grandes routes. Il m'a été agréable, l'été dernier, de me trouver à Lethbridge durant le congrès de l'industrie laitière et d'entendre les ministres de l'Agriculture des différentes provinces de l'Ouest féliciter l'honorable M. Burrell du grand travail qu'il avait pu accomplir avec l'argent qui lui avait été accordé, et cependant nous pouvons faire mieux encore. Des stations agronomiques et des stations centrales ont été établies, mais cela ne suffit pas. Les différentes provinces du Canada, avec l'exception de l'Ontario, se sont montrées indifférentes au sujet de l'établissement de ces écoles et de ces collèges d'agriculture, même relativement au cours suivi dans l'école d'agriculture ordinaire dans toutes nos provinces. Nous devons demander pardon aux jeunes cultivateurs d'aujourd'hui d'avoir manqué à notre devoir en n'enseignant pas aux cultivateurs les moyens d'exercer convenablement leur industrie. J'ai rencontré au Dairy Farmers Congress de jeunes hommes de l'Ontario qui avaient étudié au collège de l'Ontario et qui remplissent maintenant des positions dans presque tous les états de l'Union et dans plusieurs provinces du Canada, ce qui prouve le grand travail qui s'est fait là et la négligence dont les autres provinces ont fait preuve en fait d'éducation agricole. Nous

L'hon. M. POPE.